

Politique de santé

La France a l'opportunité de dessiner une Europe de la santé

Publié le 03/01/22 - 14h58

Partie 2/3 - Les acteurs sont d'ores et déjà dans les starting-blocks

Les acteurs des mondes sanitaire et médico-social comptent bien faire entendre leurs voix à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne. Certains sont déjà dans les starting-blocks pour porter au niveau européen leurs projets.

Cybersécurité, développement durable, handicap, études en santé... Autant de sujets que les acteurs sanitaires et médico-sociaux comptent porter au niveau européen, impulsés par la présidence française de l'Union européenne (PFUE). Revues des premières mobilisations.

- **Développement durable**

Plus que jamais, les enjeux écologiques et environnementaux seront d'actualité lors de la PFUE, particulièrement mis en lumière avec la crise sanitaire (lire la première partie du dossier). Générations futures souhaite par exemple que la France fasse de la santé environnementale "*le cœur de sa présidence*". Dans sa ligne de mire : le sujet des pesticides et autres polluants chimiques. Le Comité pour le développement durable en santé (C2DS) compte également profiter de la PFUE pour faire entendre les sujets liés au développement durable, notamment sur les perturbateurs endocriniens ou encore la décarbonation de la santé.

- **Médicaments et dispositifs médicaux**

Les Entreprises du médicament (Leem) soulignent l'urgence de tirer les conséquences de la crise sanitaire et de doter l'Europe "*d'un cap ambitieux en matière de santé*". L'organisme indique dans un communiqué accueillir avec intérêt l'ambition exprimée par le président de la République "*de développer des coopérations, notamment avec les états africains, permettant, au travers d'un agenda sanitaire, de déployer beaucoup plus vite et plus fort des structures de production de vaccins et de production de systèmes de santé primaire*". Le Leem entend jouer "*un rôle moteur et contributif pour tirer les leçons de la crise sanitaire, réarmer l'Europe face aux menaces sanitaires, la conforter dans sa capacité à innover et à produire, poursuivre et consolider les efforts d'harmonisation pour la rendre plus agile et enfin l'ériger en modèle de la prise en compte des grands enjeux de santé publique*".

- **Numérique**

"*L'actualité européenne, son ambition en matière de santé, de numérique et de e-santé, dans le contexte des leçons issues de la pandémie et l'évolution du cadre réglementaire européen, est particulièrement chargée [...] : règlements sur l'identité numérique, espace européen de données de santé, échanges de données de santé pour assurer la continuité des soins en Europe, règlement sur l'intelligence artificielle*", indique la Délégation du numérique en santé (DNS). Le programme s'annonce riche sur ce point. Du côté de la cybersécurité, Guillaume Poupard, directeur de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi) a d'ores et déjà précisé que les acteurs sont dans les *starting-block* en vue de la PFUE. Cette dernière étant l'occasion de porter ce sujet prioritaire au plus haut niveau et d'amplifier les dynamiques engagées (lire notre [article](#)).

- **Cancer**

En février prochain auront lieu les premières rencontres européennes de l'Institut national du cancer (Inca) à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre les cancers. Elles auront pour ambition d'intensifier les coopérations et de renforcer les synergies pour faire encore "*avancer l'Europe*" dans ce combat, au bénéfice des populations des vingt-sept États membres, rappelle l'Inca dans un communiqué de presse. L'Académie de médecine appelle de son côté à la mise en place d'un registre national du cancer intégré à l'espace européen. Celui-ci devrait être enrichi des données du Health data hub, avec un financement pérenne (lire notre [article](#)).

- **Enseignement supérieur**

La Conférence des présidents d'université (CPU) et la Conférence des doyens de la faculté de médecine ont lancé l'"*Appel de la Sorbonne : pour une Europe de la santé innovante, attractive et bienveillante*" (lire notre [article](#)). Lors d'une conférence de presse organisée le 15 décembre dernier, Patrice Diot, président de la conférence des doyens, a indiqué avoir transmis cet appel à Matignon et à l'Élysée. Il souhaite profiter de l'opportunité de la PFUE pour porter l'universitarisation des formations de santé et saisir ce levier pour encourager les mobilités européennes, notamment lors du 2^e cycle et en fin de sixième année. La construction de la recherche et de l'innovation doit aussi se faire à l'échelle européenne. Les conférences appellent également à une construction de la santé publique qui soit européenne. Elles réfléchissent enfin à constituer une conférence européenne de doyens de faculté de médecine.

- **Grand âge et autonomie**

Les acteurs attendent une prise de position sociale sur la question du grand âge et de l'autonomie (lire la troisième partie du dossier). Selon Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss, interrogé par *Hospimedia*, "*si la santé dépend plutôt de prérogatives nationales, il est tout de même possible de créer un cadre incitatif social pour les pays membres. Pour cela, il est nécessaire d'avoir une politique volontariste*". **Didier Sapy**, directeur général de la **Fnaqpa** et membre du European Aging Network, souligne que "*l'UE peut porter une vision sociétale, pas seulement budgétaire*". En l'occurrence, la question du vieillissement est un sujet qui traverse le continent d'Est en Ouest, du Nord au Sud. Pour lui, "*il y a des sujets à travailler au niveau européen : les ressources humaines, les formations et compétences, et l'attractivité des métiers. Nous sommes un pays plutôt en pointe sur ces questions-là*". Quoi qu'il en soit, "*il faut impérativement sortir d'une logique des coûts sanitaires du vieillissement*", assure-t-il.

Edoxie Allier et Géraldine Tribault